

CURIEUX DISCOURS

NOUS ASSISTONS A UNE VASTE CAMPAGNE DE PROPAGANDE VISANT A NOUS FAIRE CROIRE QUE SI NOUS NE REELISONS PAS LE PRESIDENT SORTANT, NOS COMMUNES N'AURONT PLUS DE SUBVENTIONS !

QUEL CURIEUX DISCOURS !

SURTOUT LORSQU'IL EST TENU PAR DES ELUS LOCAUX

Jusqu'à ce jour les subventions aux communes et aux intercommunalités ont toujours été réparties équitablement dans le cadre des conférences de territoire, en proportion des investissements projetés.

Même la commune d'Hyères qui n'a plus de conseiller général depuis trois ans a toujours perçu la dotation à laquelle elle avait droit.

Les crédits d'animation sont votés en commission permanente comme les autres subventions.

TOUT ÇA EST D'AILLEURS NORMAL CAR IL S'AGIT D'ARGENT PUBLIC MAIS ALORS POURQUOI CERTAINS PRETENDENT-ILS LE CONTRAIRE ?

CONFONDRAIENT-ILS INTERÊTS PUBLICS ET AVANTAGES PRIVÉS ?

Seules quelques opérations départementales ont été financées en totalité par le conseil général :

- la construction du collège de Saint Zacharie et la restructuration de celui de Saint Maximin, **c'est la loi qui l'impose,**
- l'aménagement des routes départementales, **c'est aussi la loi qui le veut ainsi,**
- la transformation de la gare de Saint Maximin pour héberger la Direction de Routes. Opération qui a surtout permis au président d'emménager dans des somptueux bureaux,
- la construction du pôle culturel de Saint Maximin, avec un montage financier qui va imposer aux seuls Saint Maximinois, de payer la totalité des frais de fonctionnement d'un bâtiment à vocation intercommunale,
- la déviation de Saint Maximin. A ce sujet il convient de préciser qu'en raison de l'inertie des élus locaux c'est la seule des nombreuses communes varoises traversées par la RDN7 qui ne soit pas encore déviée. Et à quand la déviation de Saint Zacharie ?

LA PLUPART DE CES OPERATIONS AURAIENT ETE REALISEES QUEL QUE SOIT LE CONSEILLER GENERAL CAR ELLES ETAIENT NECESSAIRES.

POUR D'AUTRES, L'INTERÊT AU REGARD DU COÛT EST PLUS DISCUTABLE.

NOTRE ARGENT AURAIT PEUT ÊTRE ETE MIEUX UTILISE AUTREMENT. C'EST A CE NIVEAU QUE DOIT SE SITUER LE DEBAT POLITIQUE.

NOUS NE VOULONS PAS D'UNE SOCIETE DANS LAQUELLE LE CULTE DE L'ARGENT SE SUBSTITUE AUX VALEURS DE LA REPUBLIQUE